

Fünfte Sitzung – Cinquième séance

Donnerstag, 8. März 2007

Jeudi, 8 mars 2007

08.00 h

07.9002

Mitteilungen der Präsidentin Communications de la présidente

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, Präsidentin): Ich heisse Sie zur heutigen Sitzung vom 8. März willkommen. Die Sitzung ist eröffnet.

Der 8. März ist ja der internationale Tag der Frau. Wir werden ihn noch speziell würdigen. Ich werde mich auch dazu äussern, wenn wir dann die entsprechende Debatte beginnen.

Ich kann Ihnen noch mitteilen, dass das Büro vorhin neun Interpellationen für dringlich erklärt hat, und zwar die Interpellationen zur Energiepolitik und zur Klimaveränderung. Diese dringlichen Interpellationen werden für die Debatte traktandiert, die wir am 21. März führen werden. Die Interpellationen zur Steuerpolitik hat das Büro nicht für dringlich erklärt.

06.098

Aussenwirtschaftspolitik. Bericht 2006

Politique économique extérieure. Rapport 2006

Erstrat – Premier Conseil

Bericht und Botschaften des Bundesrates 10.01.07 (BBl 2007 897)

Rapport et messages du Conseil fédéral 10.01.07 (FF 2007 851)

Nationalrat/Conseil national 08.03.07 (Erstrat – Premier Conseil)

Ständerat/Conseil des Etats 12.03.07 (Zweitrat – Deuxième Conseil)

Schmied Walter (V, BE), pour la commission: La politique économique extérieure dépend de deux dimensions, l'une relevant d'une approche purement économique, selon laquelle la Suisse est un partenaire redoutable sur le plan international, et l'autre relevant de considérations moins intéressées, qui aborde le sujet sous un angle plus général, plus philosophique, voire plus déontologique. Le rapport qui nous est soumis remplit sa mission et aborde le problème de fond, cherchant d'abord à comprendre les mécanismes et les chances de développement de l'économie nationale, au vu des possibilités d'exportation. L'intérêt du pays passe avant l'intérêt de partenaires concurrents. On ose le dire: nous ne discutons pas d'un rapport à but philanthropique.

En préambule, nous relèverons que la prospérité de la Suisse repose sur l'ingéniosité de sa population. Faut-il rappeler que notre pays témoigne à l'échelle internationale de la plus grande densité de brevets en fonction du nombre d'habitants? Rien d'étonnant donc si la maxime veut qu'un franc sur deux est gagné à l'étranger, d'où l'importance du rapport en discussion. Le savoir, l'expérience de la classe ouvrière, le goût du risque calculé des entrepreneurs, la persévérance et l'engagement de femmes et d'hommes ont su créer au fil du temps la différence ayant permis à notre pays

de se profiler en harmonie et avec zèle sur un terrain fertile, rendu prospère par une paix du travail que d'aucuns nous envient loin à la ronde.

Mais la Suisse, aujourd'hui pays d'exportation par excellence, reste vulnérable. Géographiquement éloignée des marchés en pleine extension, de l'Asie, de la Chine, pays ne bénéficiant d'aucun accès à la mer, topographiquement découpée et conditionnée par de nombreuses zones hostiles et inhabitables, la Suisse connaît un succès qui reste un mystère pour de nombreux experts en matière d'économie. Il faut s'en souvenir: la Suisse n'a pas toujours été ce qu'elle est. Il suffit pour s'en convaincre de se référer à l'extrême pauvreté de la population au début du siècle dernier. Les secrets des générations qui sont à l'origine de notre succès, de l'établissement de notre tissu commercial et financier sont autant de modèles à privilégier et à suivre. La Suisse se doit de rester aussi bonne pour le moins, meilleure de préférence, que tout autre acteur convoitant les marchés internationaux.

La Suisse subit de profondes restructurations. En simplifiant, nous nous souvenons de la disparition des métiers du tissage. La production des machines-outils arrive juste à tenir la comparaison sur le devant de la scène mondiale, alors que l'horlogerie, elle, affiche des records de ventes, tout comme les secteurs de la chimie et de la finance, voire celui des services. Technologie, innovation, recherche, responsabilité individuelle, tout dépend des conditions-cadres que notre Etat veut bien mettre à disposition de ceux qui cherchent à contribuer au succès collectif.

Si les pays de l'Union européenne et les Etats-Unis, selon le rapport, restent des marchés d'exportation de prédilection pour l'économie suisse, nous devons néanmoins vouer une attention toute particulière aux marchés de pays émergents, tels que le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine: à eux seuls, ces pays représentent près de 40 pour cent de la population mondiale. C'est ce à quoi s'est astreint le Conseil fédéral et plus particulièrement le département compétent lors de l'exercice écoulé, et nous les en félicitons.

Durant l'année dernière, les exportations en biens et services ont nettement progressé, soit de 9 pour cent, cela dans une conjoncture internationale favorable et grâce à un taux de change intéressant du franc face à l'euro. Un tel résultat inspire le respect, voire l'admiration, sachant que la croissance économique mondiale n'a été que de 4,5 pour cent. De surcroît, les perspectives pour 2007 et 2008 sont elles aussi favorables.

Nous saluons donc les efforts entrepris par le département compétent pour renforcer les relations commerciales avec de nombreux partenaires potentiels, notamment avec les pays émergents précités. Mais toujours est-il que le Conseil fédéral et la commission, à l'unanimité de leurs membres, constatent encore l'existence d'un grand potentiel de développement et de collaboration qui reste à ce jour inexploité.

Le moment n'est pas venu pour la Suisse de se reposer sur ses lauriers. Les nombreuses entraves au commerce causent encore et toujours des problèmes inutiles aux entreprises exportatrices et cet état de fait ressort clairement de l'enquête menée auprès des entreprises les plus concernées.

La Suisse s'intéresse donc toujours à la recherche de solutions multilatérales, notamment au niveau de l'OMC, en vue d'harmoniser les chances de l'économie d'exportation. Mais notre pays doit agir surtout au niveau bilatéral pour renforcer ses perspectives. La commission reste perplexe face à la réussite de l'Islande qui vient de réaliser l'exploit de signer un accord de libre-échange avec la Chine. Lors du débat en commission, plusieurs intervenants se demandaient pourquoi la Suisse n'y était pas parvenue. La question est restée sans réponse ou du moins sans réponse satisfaisante. La question nous interpelle d'autant plus qu'il est peu probable que la Chine se soit présentée à l'Islande en position de demandeur unilatéral.

Parmi ses priorités, la Suisse privilégie la conclusion d'un accord de libre-échange avec le Japon. Récemment il a été décidé d'un commun accord entre les deux pays d'engager

des négociations à cette fin. Pour la Suisse, le Japon est le troisième partenaire en importance après l'Union européenne et les Etats-Unis. Si un tel accord global aboutissait, il s'agirait bien du premier accord préférentiel que le Japon conclurait avec un pays du continent européen. Madame la conseillère fédérale Leuthard, je vous souhaite bonne chance dans l'accomplissement de votre mission.

Des efforts doivent donc être consentis afin que notre économie soit au mieux de sa forme. Celle-ci reste cependant vulnérable, car rien n'est acquis sur la durée. La question n'est pas de savoir si les solutions recherchées passent plutôt par les négociations bilatérales ou multilatérales, car tout doit être entrepris simultanément dans l'intérêt bien compris du pays.

En conclusion, nous retiendrons les grands mérites de ce rapport sur la politique économique extérieure 2006 et, au nom de la commission, j'en remercie les auteurs. Le rapport est volumineux, il aborde une large palette de problèmes avec rigueur et de façon systématique. Toutefois, il serait plus autocritique encore s'il était complété d'un petit chapitre courageux reprenant et indiquant les manquements de notre pays.

En marge de la discussion, il a été relevé par un membre de la commission que sa région n'a pas obtenu l'implantation d'une entreprise créatrice de 2000 emplois au Pied du Jura; cette entreprise se serait implantée en Carinthie, chez Haider. Ailleurs, à Galmiz, comme vous vous en souvenez, il en a été de même. Nul besoin de revenir sur ces expériences douloureuses, néanmoins elles nous interpellent, car toute exportation de produits «made in Switzerland» implique forcément des structures et des centres de production suisses. A défaut, nous devrions parler de processus de délocalisation en faveur de l'étranger, ce que, bien sûr, personne n'appelle de ses vœux. En ce sens, la politique économique extérieure reste implicitement partie intégrante de la politique économique intérieure. Or, une règle demeure, qu'il s'agisse de politique économique extérieure ou intérieure: les marchés se conquièrent au prix d'efforts et d'imagination.

Au nom de la commission, je vous invite à prendre acte du rapport sur la politique économique extérieure 2006 et à adopter les deux arrêtés fédéraux relatifs aux accords bilatéraux.

Banga Boris (S, SO), für die Kommission: Die Aussenpolitische Kommission hat den Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik 2006 sehr intensiv beraten und ihn als eine sehr informative und gut strukturierte Auslegeordnung über die aussenwirtschaftlichen Aktivitäten der Schweiz gewürdigt. Sie hat die im Bericht festgelegten Ziele wie auch die dargestellte positive wirtschaftliche Entwicklung unseres Landes begrüsst. Vereinzelte Stimmen aus der APK bemängelten, dass einer selbstkritischen Beurteilung der wirtschaftspolitischen Ziele und Strategien sowie der Nachhaltigkeit zu wenig Beachtung geschenkt worden sei.

Nehmen wir die Ereignisse des Jahres 2006 vorweg, die zwar in der APK aus begreiflichen Gründen nicht abschliessend diskutiert werden konnten. Wir denken an die Turbulenzen in der WTO, wir denken an die Annahme des Osthilfegesetzes sowie an die Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens zur Revision des Bundesgesetzes über die technischen Handelshemmnisse, mit der das in der EU geltende Cassis-de-Dijon-Prinzip eingeführt werden soll.

Lassen Sie mich zurückblenden: Der Bundesrat hat im Aussenwirtschaftsbericht 2004 die strategische Ausrichtung unserer Aussenwirtschaftspolitik dargelegt. Schwerpunkte in der Umsetzung dieser Strategie waren 2006 erstens die WTO-Verhandlungen, zweitens der Abschluss weiterer Freihandelsabkommen und drittens die Erarbeitung von Länderstrategien, auf die ich im Folgenden zu sprechen komme.

1. Zur WTO und zur Doha-Runde: Wir meinen, dass das bestehende WTO-Regelwerk für unser Land von grundlegender Bedeutung ist, da eben mit vielen Handelspartnern keine Freihandelsabkommen bestehen – denken Sie an die USA, Japan, Brasilien, China und Indien. Die WTO ist die Basis für unsere Handelsbeziehungen. Aber auch in bilate-

ralen Beziehungen wie beispielsweise zwischen der Europäischen Union und der Schweiz bietet die WTO über das Freihandelsabkommen und über die bilateralen Abkommen hinaus einen gewissen Schutz vor weiteren Handelsbeschränkungen. In der Kommission haben wir ausführlich über die Doha-Runde gesprochen. Der Druck auf die Schweiz im Agrarsektor wird anhalten. Wir teilen aber mit vielen anderen Staaten das gemeinsame Interesse an einer Verbesserung des Marktzuganges im Bereich der Industrieprodukte und der Dienstleistungen. Hier bewegt sich auch etwas. Allgemein wird heute anerkannt, dass ein Resultat dann – und nur dann – möglich ist, wenn ein Gesamtpaket geschnürt wird, wenn sich alle Staaten flexibel zeigen. Die Strategie bezüglich Landwirtschaft haben wir in der «AP 2011» festgelegt, und es ist klar: Es braucht einerseits Kostensenkungen für die Bauern, damit sie die Potenziale nützen können; andererseits wird es aber sicher nochmals eine Strukturbereinigung brauchen.

2. Zu den Freihandelsabkommen: Der Abschluss von Freihandelsabkommen verfolgt das Ziel, unseren Unternehmungen gegenüber wichtigen ausländischen Konkurrenten, namentlich aus der EU, den USA und Japan, gleichwertigen Zugang zu ausgewählten ausländischen Märkten zu verschaffen. Den Benachteiligungen auf ausländischen Märkten, die sich aus Präferenzabkommen unserer Handelspartner mit Konkurrenzländern ergeben, kann kurz- bis mittelfristig nur durch den Abschluss von ebenfalls präferenziellen Abkommen mit diesen Handelspartnern begegnet werden.

Unser Bundesrat strebt bei solchen Freihandelsabkommen einen möglichst umfassenden Deckungsbereich an; das ist auch richtig. Neben dem Warenverkehr, dem Wettbewerb und dem Schutz des geistigen Eigentums sollen auch Investitionen, der Handel mit Dienstleistungen und das öffentliche Beschaffungswesen mit eingeschlossen sein. Damit verbessern sich auch die Rechtssicherheit und die Stabilität der Rahmenbedingungen. Freihandelsabkommen schützen also nicht nur vor Benachteiligungen, sie leisten auch einen Beitrag zur Diversifikation und zur Dynamik unserer Aussenwirtschaftsbeziehungen.

Ein Punkt aber ist wichtig: Freihandelsabkommen sind niemals ein Ersatz für die Weiterentwicklung des Multilateralismus in der WTO. Es gibt immer mehr Freihandelsabkommen, weshalb bereits das Unwort der «spaghetti bowl» die Runde macht. Je mehr Staaten nämlich unterschiedliche Generationen von Freihandelsabkommen haben, desto schwieriger wird es für international tätige Unternehmen, die Zusammenhänge zu erkennen. Die multilaterale Ebene bietet mehr Übersicht, mehr Rechtssicherheit und mehr Rechtsgleichheit. Trotzdem ist beachtlich, wie, mit welchen und wie vielen Ländern unsere Verwaltung und unsere Diplomatie Verhandlungen führen. Eine entsprechende Aufzählung oder Darstellung würde hier zu weit führen, aber vielleicht wird ja das eine oder andere Abkommen in der Diskussion aufgegriffen.

3. Zu den Länderstrategien: 2006 hat der Bundesrat erstmals länderspezifische Strategien für die Wirtschaftspolitik der Schweiz gegenüber den sogenannten Bric-Staaten – das sind Brasilien, Russland, Indien und China – verabschiedet. Es geht also um Länder, welche für die Weltwirtschaft, aber auch für unsere Exportwirtschaft von besonderer Bedeutung sind. Die für die vier Länder ausgearbeiteten Einzelstrategien verfolgen alle das Ziel, den Zugang von Schweizer Produkten und Dienstleistungen zu diesen Märkten zu verbessern und den Schutz der von Schweizer Unternehmen getätigten Investitionen zu erhöhen. Sie können die Einzelheiten dieser Strategien im ersten Kapitel des Aussenwirtschaftsberichtes nachlesen. Wesentlich ist für uns, dass das Potenzial an wirtschaftlichen Beziehungen bei Weitem – ich betone: bei Weitem – nicht ausgeschöpft ist. Denn zurzeit bestehen noch beträchtliche Handelshemmnisse, beispielsweise hohe Einfuhrzölle, zusätzliche Abgaben, ein ungenügender Schutz des geistigen Eigentums, Staatsmonopole und mangelnde Rechtssicherheit. Die Strategien zeigen auf, welche konkreten Massnahmen auf den diversen internationalen Ebenen ergriffen werden können, sei es bei den

Doha-Verhandlungen, bei Gesprächen über bilaterale Freihandelsabkommen oder bei der Schaffung gemischter Wirtschaftskommissionen und Arbeitsgruppen.

Ich beantrage Ihnen im Namen der Aussenpolitischen Kommission, die ihre Entscheide einstimmig gefällt hat, was bei dieser Kommission an und für sich eine Seltenheit ist, den Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik 2006 samt den Beilagen 8.1.1 und 8.1.2 – es geht hier um das finanzielle Engagement der Schweiz im Jahr 2006 gegenüber den multilateralen Entwicklungsbanken und um die Bewilligungen für Versandkontrollen im Auftrag ausländischer Staaten – zur Kenntnis zu nehmen. Weiter beantrage ich Ihnen im Namen der APK, den Entwurf des Bundesbeschlusses zum Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Staaten und den Sacu-Staaten sowie zum Landwirtschaftsabkommen zwischen der Schweiz und den Sacu-Staaten und last, but not least den Entwurf des Bundesbeschlusses über das Internationale Tropenholz-Übereinkommen von 2006 zu genehmigen.

Riklin Kathy (C, ZH): Die Schweizer Aussenwirtschaftspolitik ist zu einer Erfolgsgeschichte geworden. Entsprechend positiv wurde der vorliegende Aussenwirtschaftsbericht 2006 aufgenommen. Das Wirtschaftswachstum ist mit 2,7 Prozent im letzten Jahr extrem erfreulich ausgefallen – dies im Speziellen auch dank unserer Aussenwirtschaftspolitik –, ein Wert, von dem wir vor drei Jahren noch geträumt hätten. Offensichtlich greift das vom Volkswirtschaftsdepartement gestartete Wachstumsprogramm. Zu den Bric-Staaten wird sich mein Kollege Gerhard Pfister äussern. Ich möchte mich vor allem zum Thema EU/Efta äussern.

Unser Haupthandelspartner ist nach wie vor die EU. Mehr als 50 Prozent unserer Exportgüter gehen in die Europäische Union; einerseits hilft uns der tiefe Frankenkurs, andererseits die gute Wirtschaftslage. Dabei ist aber auch die Festigung unserer nachbarschaftlichen Beziehungen durch die bilateralen Verträge von grösster Bedeutung. Im Vorjahr konnten wir Schengen/Dublin und die Personenfreizügigkeit unter Dach und Fach bringen. 2006 sorgte die Zustimmung zum Osthilfegesetz für die Vertrauensbildung mit der EU und vor allem auch mit den zehn neuen EU-Staaten.

Der grosse Anteil des Aussenhandels mit der EU kann aber in Krisensituationen zu einem Risiko werden. Daher sind aktive Verhandlungen, um Freihandelsabkommen mit anderen Ländern im Rahmen unserer Efta-Mitgliedschaft oder auch direkt auf dem bilateralen Weg abschliessen zu können, nur zu begrüssen. Mit sieben Ländern aus dem Mittelmeerraum, aber auch mit Singapur, Korea, Mexiko, Chile und Südafrika ist dies bereits gelungen. Auf eine «mission impossible», «une mission impossible», hat der Gesamtbundesrat die schweizerischen Unterhändler in die USA geschickt. Das Abkommen mit Kanada dagegen ist auf gutem Weg. Wichtig wäre auch ein Abkommen mit Japan und anderen asiatischen Ländern, die ein grosses Potenzial aufweisen.

Fakt ist: Die Freihandelsabkommen haben durch die Stagnation der Doha-Runde für unser Land eine grosse Bedeutung erlangt. Für die Schweiz bleiben aber eine starke WTO und erfolgreiche globale Abkommen nach wie vor von erster Priorität. In diesem Sinn sind die Bemühungen unserer Bundesrätin Doris Leuthard nur zu begrüssen, denn die Ausarbeitung von bilateralen Abkommen ist mit grossem Aufwand verbunden.

Erlauben Sie mir zum Schluss, auf das Internationale Tropenholz-Übereinkommen von 2006 hinzuweisen, welches auch Teil des Aussenwirtschaftsberichtes ist. Es bezweckt, global ein Gleichgewicht zwischen der Nutzung und der Erhaltung von Tropenwäldern anzustreben. Es bildet die Grundlage für die multilateralen Arbeiten im Rahmen der Internationalen Tropenholzorganisation. Damit hilft die Schweiz bei den internationalen Massnahmen zur Förderung einer nachhaltigen Produktion und eines nachverfolgbaren Handels von Tropenholz aktiv mit. Nicht nur Schutz, sondern auch ein legaler Holzschlag und ein darauf aufbauender Handel sollen den Tropenregionen die Möglichkeit geben, ihre Wälder massvoll und nachhaltig zu nutzen. Ich beglücke dies sehr.

Zum Schluss möchte ich allen danken, die an diesem sehr ausführlichen und guten Bericht mitgearbeitet haben, insbesondere Bundesrätin Leuthard. Er gibt uns einen ausgezeichneten Überblick über die vielen bilateralen und multilateralen aussenpolitischen Tätigkeiten der Schweiz.

Pfister Gerhard (C, ZG): Wir nehmen vom Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik 2006 Kenntnis und möchten die Qualität des Berichtes besonders hervorheben. Er ist einerseits ein aussagekräftiger Rückblick, andererseits bezeichnet er klar die Strategien des Bundesrates für dieses Jahr. Ich beschränke mich auf zwei Aspekte: auf die Strategie betreffend die sogenannten Bric-Staaten und auf die Frage, wie weit der Bilateralismus den Multilateralismus ersetzen kann oder soll.

Das Jahr 2006 war für die Schweizer Wirtschaft ein gutes Jahr: die Wirtschaftsentwicklung, der Wechselkurs zwischen Schweizerfranken und Euro, die Zunahme der Exporte von Gütern und Dienstleistungen und als Folge all dessen das Wachstum bei der Beschäftigtenzahl – alle diese Indikatoren waren günstig. Andererseits gibt es seitens der OECD Hinweise, die auch im Bericht erwähnt werden, wonach in der Schweiz nach wie vor eine hohe Regulierungsdichte bestehe, sodass weitere Liberalisierungsschritte unabdingbar seien. Die OECD kritisiert allerdings auch Dinge, die – davon bin ich überzeugt – nicht liberalisierungshemmende, sondern wettbewerbsfördernde Eigenheiten der Schweiz sind, allen voran der Föderalismus. Selbstverständlich gibt es Hindernisse; aber wir sollten nicht aus den Augen verlieren, dass in einem Land wie der Schweiz mit einem derartigen Wohlstandsniveau fast zwangsläufig eine gewisse Regulierungsdichte einhergeht. Gerade in der Agrarpolitik, über die wir in der nächsten Woche debattieren, hat eine zu radikale und zu schnelle Liberalisierung zwar nicht volkswirtschaftliche, aber doch sozialpolitische Folgen, über die wir nicht hinwegsehen können.

Die Strategie des Bundesrates, zu den Bric-Staaten vertiefte Wirtschaftsbeziehungen zu ermöglichen, entspricht der in den letzten Jahren enorm angestiegenen Bedeutung dieser Staaten. Wenn man den Aussenwirtschaftsbericht liest, sieht man, dass ein eigentümliches Missverhältnis zwischen dem enormen Potenzial dieser Märkte und der im Vergleich dazu dort noch spärlichen Präsenz der Schweizer Wirtschaft besteht. Die Handelshemmnisse zu beseitigen, die Rechtssicherheit zu erhöhen – das sind die richtigen Ziele, die sich der Bundesrat vorgenommen hat. In dieser Absicht ist er zu unterstützen. Aber es ist nicht Aufgabe der Politik, der Wirtschaft die Auftragsbücher zu füllen; es ist Aufgabe der Politik, der Wirtschaft den Marktzugang zu erleichtern und verlässlich zu machen.

Ein weiterer Punkt, der im Bericht eine wichtige Rolle spielt, ist die Frage, in welchem Verhältnis bei der Aussenwirtschaft multilaterale Abkommen – vor allem bei der WTO – und bilaterale Abkommen, sprich Freihandelsabkommen, zueinander stehen. Der Bundesrat gibt dem Multilateralismus den Vorzug, das ist theoretisch auch richtig. Ebenso konnte man am WEF in Davos auch seitens der Wirtschaftsvertreter hören, dass letztendlich multilaterale Abkommen eine grössere Reichweite, Einheitlichkeit und damit auch Rechtssicherheit bringen; der Kommissionssprecher hat es vorhin schon gesagt. Aber Fakt ist, dass die WTO-Verhandlungen nicht unbedingt erfolversprechend vorwärtkommen und dass sie deblockiert werden sollten. Fakt ist auch, dass manche Länder dieses Vakuum nutzen müssen, um mit bilateralen Freihandelsabkommen vorwärtszukommen und Zugang zu erfolversprechenden Märkten zu finden.

Die Schweiz hat sich bei Freihandelsabkommen durchaus sehr erfolgreich gezeigt, wenn man von den leider frühzeitig aufgegebenen Versuchen mit den USA absieht. Immerhin resultierte daraus ein Kooperationsforum. Im Berichtsjahr sind Freihandelsabkommen mit Korea, das zu den zehn grössten Volkswirtschaften der Welt gehört, und Libanon in Kraft getreten; vor einem Monat wurde ein solcher Vertrag mit Ägypten realisiert. Im Auge zu behalten sind die Verhandlungen für ein Freihandelsabkommen zwischen Island

und China. Der Bundesrat versucht, eine Ausweitung auf die Efta-Staaten zu erreichen, und er ist darin zu unterstützen, ebenso in seinen Verhandlungen mit Japan, neben den USA und der EU der dritt wichtigste Handelspartner der Schweiz. Man kann also auch bei der Strategie des Bundesrates klar sehen, dass er sich zwar innerhalb der WTO sehr engagiert, eine konstruktive Rolle zu spielen, aber offenbar doch auch mehr darauf setzt, schneller zu realisierende bilaterale Abkommen zu prüfen und abzuschliessen. Der Bundesrat tut auch gut daran, sich in der Frage Multilateralismus oder Bilateralismus nicht ideologisch festzulegen, sondern pragmatisch die Optionen zu prüfen, die wirtschaftlichen Interessen der Schweiz zu vertreten und weiterhin den Mut zu haben, nicht überall ein wenig, sondern mit klaren strategischen Fokussierungen zu operieren.

Der Bericht bringt diese kluge und gute Politik zum Ausdruck. Für die erfolgreiche Arbeit ist den Zuständigen und den Verantwortlichen Anerkennung zu zollen.

Müri Felix (V, LU): Frau Bundesrätin Leuthard: Ich habe früher die Aussenwirtschaftsberichte kritisiert, weil sie meistens zu zahm und nichtssagend waren, und vor allem fehlten die Strategien. Einmal habe ich den Aussenwirtschaftsbericht als Ferienkatalog von Bundesrat Deiss bezeichnet. Dieses Jahr gefällt mir der Bericht. Es ist grundsätzlich ein interessanter, guter Bericht und auch interessant zu lesen. Gut finde ich, dass der Bericht auch eine gewisse Strategie aufzeigt. Allerdings fehlt mir die Schweizer Strategie. Vielfach wird nur von globalen Lösungen geredet, von der WTO-, der Efta-, der OECD-Strategie gesprochen. Es wird zu wenig oder gar nicht aufgezeigt, was eigentlich von Schweizer Seite her gemacht wird. Wie sieht die Schweizer Strategie aus? Hier gibt es meiner Meinung nach noch Handlungsbedarf.

Ich finde es gut, dass das Einleitungskapitel des diesjährigen Aussenwirtschaftsberichtes den Bric-Ländern – Brasilien, Indien, Russland und China – gewidmet ist. Wir sehen bei den Bric-Ländern ein riesiges wirtschaftliches Potenzial. 40 Prozent der Weltbevölkerung leben dort, und das Wirtschaftswachstum ist enorm. Das hat auch einen Einfluss auf unser Wachstum. Es gibt in diesen Ländern aber auch Probleme, die zu lösen sind. Eines sind sicher die zu hohen Zölle in Indien und Brasilien. Als grosses Problem sehen wir in diesen Bric-Ländern den Missbrauch unseres Labels «Swiss». Hier fehlt mir die Schweizer Strategie. Auch wird der Patentschutz nicht nachvollzogen. Da in diesen Ländern die Behörden zu wenig oder meistens gar nichts unternehmen und leider Fälschungen immer wieder passieren, ist eine Schweizer Strategie gefragt. Ich weiss, Sie unternehmen etwas in China. Wenn also konkrete Ergebnisse erzielt werden, gehören diese in den Bericht.

Trotzdem glaube ich, dass es sich lohnt, die Aktivitäten mit diesen Ländern auszubauen. Ich glaube auch, dass es sich lohnt, dort zu investieren. Wir dürfen in den Bric-Ländern den Anschluss nicht verpassen, denn das sind kommende Märkte. Eine der wichtigsten weltwirtschaftlichen Fragen betrifft die Energieversorgung. Dazu sagt der Bericht herzlich wenig aus.

Nun zu meinen Fragen: Auf Seite 926 ist eine reichlich akademische Liste, welche einen Überblick über eine Auswahl von prioritären Massnahmen der Schweizer Aussenwirtschaftspolitik gegenüber den Bric-Ländern aufzeigt. Bei Brasilien ist die Rede von der Schaffung einer gemischten Wirtschaftskommission. Sie waren ja kürzlich in Brasilien. Sind Sie mit der Umsetzung dieser Strategie weitergekommen? Können Sie uns diesbezüglich eine Antwort geben? Zu Seite 943, Überprüfung der schweizerischen Gesundheitspolitik: Können Sie mir sagen, welche Empfehlungen Sie intern übernehmen?

Wir nehmen den Aussenwirtschaftsbericht 2006 zur Kenntnis und stimmen den beiden Abkommen zu.

Müller Geri (G, AG): Ich bedanke mich zunächst im Namen unserer Fraktion für diesen Bericht und auch dafür, dass wir das erste Mal, seit ich im Rat bin, mit einem Bericht nicht

gleichzeitig eine Strategie verabschieden, über die man nicht verhandeln kann.

Ich leite meine Ausführungen ein mit einigen Gedanken zur nachhaltigen Entwicklung. Ich werde damit einige Begriffe auf den Prüfstand stellen, die bei meinen Vorrednerinnen und Vorrednern relativ kritiklos verwendet worden sind. Da gibt es Begriffe wie Wohlstand, Wohlstandsvermehrung, Wachstum, Entwicklungshilfe, autonome Aussenwirtschaftspolitik, Landwirtschaft und Energie.

Zur Wohlstandsvermehrung: Natürlich können wir es uns als Postulat aufschreiben, dass der Wohlstand in der Schweiz weiterhin steigen soll. Was meinen wir aber damit? Wie sieht das konkret aus? Meinen Sie damit, dass ein paar wenige noch mehr verdienen, während die Leute, die trotz Arbeit nicht mehr in der Lage sind, ihren Alltag zu bestreiten, immer zahlreicher werden? Ich meine damit die Schere, die sich im eigenen Land immer weiter öffnet. Oder meinen Sie damit, dass wir in unserem Land noch mehr Gesundheitsprobleme bekommen, wie ein Bericht jüngst aufgezeigt hat? Er belegt nämlich, dass sich in der Schweiz immer mehr Kinder und Jugendliche falsch ernähren. Oder meinen Sie das, was jüngst in einer Regionalzeitung stand? In einem Gebiet, das Sie und ich bestens kennen, in Aristau, soll man Landwirtschaftsflächen in Golfplätze umwandeln können. Meinen Sie mit Entwicklung, dass wir künftig unsere Kinder mit Offroadern in die Schule fahren und sie an Bewegungsmangel leiden? Meinen wir damit den Umgang mit dem Alter? In anderen Kulturen bildet das Alter einen der wichtigsten Wissensstände; in der Schweiz wird das Alter nur noch als Problem dargestellt.

Aber auch die Schere bezüglich Wohlstand in der Welt ist zu berücksichtigen. Wenn wir von Wohlstand sprechen, müssen wir wissen, dass wir von knapp 15 Prozent der Weltbevölkerung sprechen, die am Wohlstand teilnehmen können. Dieser Wohlstand wird von rund 40 Prozent der Weltbevölkerung bezahlt, die nicht einen Deut von Wohlstand erleben dürfen. Wachstum hier, Rückgang dort. Wenn wir den Film «Bamako» betrachten, einen Film, der eine fiktive Verurteilung der WTO- und IWF-Politik zeigt, sehen wir genau, wie das Leiden der Bevölkerung in der Dritten Welt aussieht, während wir hier über Luxusprobleme sprechen dürfen.

Man könnte auch anders fragen: Warum eigentlich, wenn wir schon ein so goldiges Wachstum haben, wie das im Bericht dargelegt wird, sinkt kontinuierlich, Jahr für Jahr, unser Beitrag für Entwicklungshilfe? Warum sind wir nicht bei den Ländern, die – wie das in der Uno einmal besprochen und beschlossen worden ist – mindestens 0,7 Prozent des Brutto sozialproduktes für Entwicklungshilfe ausgeben? Also: Was bezeichnen wir als Wachstum, was ist entscheidend für den Wachstumsbegriff?

Die autonome Aussenwirtschaftspolitik wird im siebten Kapitel eindrücklich beschrieben. Es ist gut, dass sich die Schweiz eine autonome Aussenwirtschaftspolitik zulegen möchte. Aber wir müssen uns fragen, ob wir uns nicht trotzdem zu schnell und zu einfach internationalen Beschlüssen unterwerfen und zu wenig kritisch anschauen, wen genau wir boykottieren und wen wir eben nicht boykottieren. Die Kriterien für Embargos im Fall von Proliferation wären da sehr wichtig, nicht nur die Kooperation mit der EU und der Uno. Natürlich kann man ein Embargo gegen Nordkorea aussprechen, weil es nicht der IAEA folgt. Warum aber öffnet man – wie das heute in der Zeitung steht – die Türen gegenüber der Wirtschaft in Israel, das ebenfalls nicht der IAEA folgt? Oder: Natürlich kann man Myanmar boykottieren, weil es ein Land ist, das die Menschenrechte mit Füßen tritt. Warum aber ist im ersten Kapitel China als Bric-Land zuoberst – ein Land, in dem wir massiv investieren wollen und aus dem wir massiv importieren wollen? Warum sind die USA nicht auf der Boykottliste – ein Land, das in den letzten Jahren relativ oft und erwiesenermassen gegen Menschenrechte verstossen hat?

Zur Landwirtschaft: Die Schweiz nimmt in der Landwirtschaftspolitik innerhalb der WTO, in der Doha-Runde, eine seltsame Position ein. Sie versucht zwar, der Landwirtschaft in der Schweiz die Produktionsmöglichkeiten zu erhalten.

Aber weil gleichzeitig andere Länder versuchen, Handelshemmnisse abzubauen, kommen wir zusätzlich unter Druck, auch unsere Handelshemmnisse abzubauen. Grundsätzlich ist das okay. Aber – ich habe es vorher schon angesprochen – wenn es so weit kommt, dass in der Schweiz Landwirtschaftspolitik nicht mehr aufrechterhalten werden kann, wenn die Landwirtschaft zu einem Parkverhältnis wird, das Agrarland zu Golfplätzen umfunktioniert wird, wenn wir unsere Nahrungsmittel nicht mehr hier produzieren wollen, auch nicht die 40 Prozent, die heute noch produziert werden, dann haben wir ein Problem. Dann wird auch das Cassis-de-Dijon-Prinzip zu einem Problem, nämlich wenn sämtliche Vorgaben gestrichen werden, die in der Schweiz Mindeststandards für Lebens- und Produktionsmittel festlegen, auch im sozialen und im ökologischen Bereich. Die Importkonkurrenz wird zunehmend ein Problem für einen zugegebenen Massen kleinen, aber wichtigen Berufsstand, für die Landwirte. Es kann ja nicht sein, dass in Zukunft kein Mensch mehr weiss, wofür es grüne Flächen braucht, wofür wir einheimische Nahrungsmittel brauchen.

In diesem Zusammenhang müssen wir auch wieder daran denken, was der Abbau der Importkonkurrenz gebracht hat. Ich erwähne immer wieder das Beispiel Moçambique, wo der im eigenen Land produzierte Reis doppelt so teuer ist wie der importierte aus den USA. Das hat nichts mit dem Reis in Moçambique zu tun; der wird von Hand von vielen Leuten angebaut. Das hat mit den Wettbewerbsverzerrungen auf dem Treibstoffmarkt und auf der Welt zu tun.

Das Gleiche gilt für die Frage der Verträge im Gats-Bereich. Der Fall Andermatt zeigt uns auf, dass wichtige kommunale und kantonale Baugesetze unterlaufen werden können, wenn man bei der Liberalisierung im Dienstleistungsbereich zu weit geht. Andermatt ist nicht mit Mailand, Berlin oder Moskau zu vergleichen; Andermatt hat spezielle Rahmenbedingungen. Es ist sehr wichtig, dass wir in der Lage sind, diese Rahmenbedingungen eigenständig zu kontrollieren.

In der Kommission habe ich gesagt, dass ich den Bericht insofern kritisiere, als die Aussenwirtschaft eigentlich sehr viel mit der Frage der Energie zu tun hätte. Unser Land ist, was die Energie betrifft, nach wie vor zu über 77 Prozent von Importen abhängig. Ich meine damit insbesondere die fossilen Energieträger Öl, Gas und Kohle – auch die Kohle, die auswärts verbrannt wird und bei uns Wasser in Speicherseen hochpumpt, um damit teuren Strom herzustellen –, aber ich meine damit auch Uran. Die Aussenwirtschaftspolitik müsste Aussagen darüber machen können, wie wir gedenken, die etwa 77 Prozent Energieimporte abzubauen. Wir sollten sie nicht mit neuen Atom- und Gaskraftwerken abbauen, sondern wir sollten Aussagen darüber machen, wie wir gedenken, in der Lage zu sein, die unglaubliche Verschwendung zu beenden. Ich habe vorhin die Offroader angesprochen; ich kann generell den Verkehr ansprechen: 33 Prozent der Energie fliessen in einen Verkehr hinein, der uns im Umweltbereich zusätzliche Probleme schafft. Was wollen wir dort tun, um unsere Eigenständigkeit zurückzuerlangen, die, wenn die Schweiz unabhängig bleiben möchte, in Zukunft enorm wichtig sein wird?

Sie sehen: Die Grünen haben den Bericht gelesen. Wir nehmen ihn auch zur Kenntnis – wir können gar nicht anders –, aber wir möchten einige Dinge sehr kritisch ansprechen, in der Hoffnung, dass die Berichte über die zukünftige Aussenwirtschaftspolitik, die Aussenwirtschaftspolitik im Jahr 2007 und in den kommenden Jahren, eine grössere Zahl dieser Kriterien berücksichtigen, die einerseits ökologische und andererseits menschenrechtliche Fragen ins Zentrum der Politik stellen.

Schluer Ulrich (V, ZH): Herr Kollege Müller Geri, nachdem Sie uns ja offensichtlich empfehlen, wir sollten uns gegenüber Israel, gegenüber China und sogar auch gegenüber den USA auf eine Boykottpolitik konzentrieren, gehe ich recht in der Annahme, dass wir unsere Handelsbeziehungen aus Ihrer Sicht vor allem auf jenes Land ausrichten sollten, in dem Sie die besten Freunde haben, das Sie offenbar als

Musterland hinsichtlich Menschenrechtsbeachtung sehen, nämlich auf Iran?

Müller Geri (G, AG): Danke für diese Frage, dann kann ich das noch einmal erklären. Ich habe die Frage nach den Kriterien von Boykottmassnahmen gestellt. Mir wäre es ein grosses Anliegen – der Fraktion auch –, dass diese Kriterien einheitlich angewendet werden. Das heisst für mich nicht, dass die Schweiz die ganze Welt boykottieren soll. Aber die Schweiz kann nicht auf der einen Seite gewisse Länder, die wirtschaftlich für uns unbedeutend sind, wie beispielsweise Myanmar, einfach bestrafen und bei anderen Ländern, zu denen wir in einer grossen Abhängigkeit stehen, einfach darüber hinwegsehen.

Ich sehe auch bei Iran eine Menschenrechtsproblematik, Herr Schluer. Auch dort müssen wir miteinander diskutieren. Es ist so: Die Schweiz hat einen hohen Standard angekündigt. Aber es darf nicht so sein wie bei Bertolt Brechts Theaterstück «Der gute Mensch von Sezuan», dass die Entwicklungspolitik die Tagperson betrifft und die Aussenwirtschaftspolitik zur Nachtperson vom guten Menschen von Sezuan wird.

Müller Walter (RL, SG): Ich begrüsse es natürlich, wenn mein Namensvetter Geri Müller die Landwirtschaft unter Schutz stellen will, aber mit weiteren Regulierungen und produktionshemmenden Auflagen wird er die Landwirtschaft nicht in die Zukunft führen. Die Konsumenten stimmen eben mit den Füßen oder mit dem Auto ab; das können offensichtlich auch die Grünen nicht verhindern.

Nun zum Aussenwirtschaftsbericht 2006: Der Schweiz geht es gut, die Wirtschaft floriert, die Exporte nehmen zu – 2006 waren es stolze 9 Prozent –, und die Beschäftigungszahlen steigen. Die Exportwirtschaft verzeichnet volle Auftragsbücher, und qualifizierte Arbeitskräfte werden rar. Nun stellt sich natürlich sofort die Frage, was diesen Erfolg herbeigeführt hat. Ist es die Aussenwirtschaftspolitik des Bundes, ist es die Bildungspolitik, ist es die liberale Gesetzgebung, ist es der Zugang zu qualifizierten Arbeitskräften im europäischen Raum oder ganz einfach die enorme Leistungsbereitschaft der Unternehmerinnen und Unternehmer mit ihren Angestellten?

Es ist doch völlig unbestritten, dass auch die dynamischste Aussenwirtschaftspolitik – und sie ist für die Exportnation Schweiz sicher absolut wichtig und richtig – nur erfolgreich sein kann, wenn die Wirtschaft, die Unternehmer, die Angestellten motiviert sind, Höchstleistungen zu erbringen. Die Kreativität, der Drang, etwas mehr zu leisten, den Wettbewerb in zunehmend globalisierten Märkten mit Freude und Sportsgeist anzunehmen, muss sich für alle Beteiligten lohnen. Der heutige Tag der Frau kann auch ein Zeichen, ein Anstoss dazu sein. Wenn wir Politikerinnen und Politiker bereit sind zu erkennen, dass der Staat nur den Rahmen, die Voraussetzungen zu schaffen imstande ist, der Erfolg letztendlich aber davon abhängt, ob Frauen und Männer für sich eine Chance sehen, in unserem Land erfolgreich zu sein und voranzukommen, so sollten wir uns – nein, ich würde sagen: müssen wir uns – von links bis rechts auch darin finden können, die notwendigen Reformen voranzutreiben.

Die zunehmende Marktöffnung im bilateralen wie im multilateralen Rahmen muss von einer konsequenten Deregulierung auf dem Binnenmarkt begleitet sein; die Marktöffnung muss den beteiligten und betroffenen Branchen echte Chancen einräumen. Niemand will doch die grossen Herausforderungen mit kürzeren Spiessen angehen. In dieser Beziehung scheint mir die Politik des Bundesrates noch verbesserungsfähig. Es wäre zum Beispiel höchst unfair, einzelne Branchen, z. B. die Landwirtschaft, allein im Regen stehen zu lassen und andere, wertschöpfungsstarke Branchen unter ein schützendes Dach zu stellen.

Wichtige Voraussetzungen, um angesichts der kommenden Herausforderungen im globalen Markt zu bestehen und sich zu bestätigen, sind:

1. Ein liberales Arbeitsrecht, das den Sozialpartnern den notwendigen Handlungsspielraum lässt; das führt in der Re-

gel für die Angestellten und die Unternehmen zu interessanteren Arbeitszeitmodellen. Die Interessen der Familien müssen in gegenseitigem Einvernehmen besser berücksichtigt werden.

2. Ein attraktives Steuerklima für die ansässigen Unternehmen, das mit interessanten Perspektiven die Neuansiedlung von Unternehmen in der Schweiz fördert: Die Frage der Steuerhoheit ist damit für die Schweiz und für die Kantone von absolut zentraler Bedeutung. Das anstehende Kräftemessen mit der Europäischen Union in Bezug auf die Steuerhoheit dürfte daher zu einer der wichtigsten Herausforderungen in nächster Zeit werden. Die FDP erwartet vom Bundesrat eine konsequente und kompromisslose Verteidigung der Steuersouveränität. Ohne überheblich zu sein, denke ich, dass die EU sogar sehr gut beraten wäre, wenn sie sich in Sachen Steuerpolitik die Schweiz als Vorbild nehmen würde. Die Schweiz kann übrigens kein Interesse daran haben, dass bei unserem wichtigsten Handelspartner die Unternehmen ihre Produktionsstätten infolge einer ausufernden Steuerpolitik aus Europa abziehen. Hoffentlich dämmert diese Erkenntnis auch bei den Sozialdemokraten hüten und drüben, bevor es zu spät ist.

3. Ein Bildungs- und Forschungsstandort Schweiz, der es ermöglicht, den wirtschaftlichen Marathonlauf mit den aufstrebenden Wirtschaftsnationen erfolgreich zu bestehen: Die Bildung muss wieder besser auf die wirtschaftlichen Bedürfnisse ausgerichtet werden.

Markwalder Bär Christa (RL, BE): Die Aussenwirtschaftsstrategie des Bundesrates aus dem Jahr 2004 scheint sich offensichtlich zu bewähren. Die Schweiz ist als kleines Land und als mittlere Wirtschaftsmacht sehr eng mit der Weltwirtschaft verflochten, weshalb wir auf gegenseitige Marktöffnungen und auf ein funktionierendes multilaterales Weltwirtschaftssystem angewiesen sind. Nur eine offene Schweiz kann eine erfolgreiche Schweiz sein.

Nachdem die Doha-Runde innerhalb der WTO vorläufig suspendiert ist, werden bilaterale Freihandelsabkommen mit wirtschaftlich aufstrebenden Ländern noch attraktiver. Die FDP-Fraktion begrüsst die Prioritätensetzung des Berichtes, mit den Bric-Staaten – also Brasilien, Russland, Indien, China – bilaterale Freihandelsabkommen auszuhandeln. Die Wachstumsraten in diesen vier grossen Ländern, insbesondere in China, aber auch in Indien und Russland, bieten ein grosses Potenzial für die Schweiz in Bezug auf Handel, Dienstleistungen und Direktinvestitionen. Die Bric-Länder haben gemäss den Einschätzungen im Aussenwirtschaftsbericht das Potenzial, in absehbarer Zeit zu den wichtigsten Wirtschaftsmächten der Welt aufzuschliessen. Die Bric-Staaten sind zwischenzeitlich auch für rund ein Viertel des Weltwirtschaftswachstums verantwortlich und haben einen zunehmenden Einfluss auf das Schweizer Wirtschaftswachstum. Der Handel mit den Bric-Staaten machte im Jahr 2005 3,3 Prozent des schweizerischen Importvolumens und 4,7 Prozent des Exportvolumens aus. Angesichts der imposanten Wachstumsraten ist es richtig, auf die Bric-Staaten zu setzen. Allerdings darf die Europäische Union als unsere wichtigste wirtschaftliche, aber auch politische Partnerin dabei nicht vernachlässigt werden, und auch die Mitgliedschaft in der Efta müssen wir im Hinblick auf den gemeinsamen Abschluss weiterer bilateraler Freihandelsabkommen pflegen.

Aus der EU kommen immerhin 80 Prozent unserer Importe, und mehr als 60 Prozent unserer Exporte gehen in die EU. Die Europäische Union ist und bleibt deshalb die wichtigste Handelspartnerin der Schweiz. Auch wenn gegenwärtig Differenzen im gemischten Ausschuss über die Auslegung des Freihandelsabkommens von 1972 bestehen, müssen die guten Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und der EU aufrechterhalten und intensiviert werden. Alles andere führt zu Schäden auf beiden Seiten. Deshalb tut der Bundesrat gut daran, in einem Dialog der EU die schweizerische Position zu erklären, anstatt Gesprächsverweigerung zu demonstrieren. Nur wer miteinander redet, findet auch eine Lösung für die Beseitigung bestehender Differenzen.

Gleichzeitig fordere ich auch die politischen Parteien, namentlich die SVP, dazu auf, ihre Kriegsrhetorik gegenüber der EU zu beenden. Mir ist durchaus bewusst, dass Sie sich in einem Dilemma befinden, wenn Sie sich gerne als wirtschaftsliberale Partei profilieren möchten, jedoch aus ideologischen Überlegungen jeglichen Öffnungsschritt gegenüber der EU kategorisch torpedieren. Wir haben das bei den Bilateralen I, bei Schengen/Dublin, bei der Ausdehnung der Personenfreizügigkeit und letztlich beim Osthilfegesetz nun zur Genüge erfahren. Beschränken Sie sich doch auf die innenpolitische Spielwiese, denn aussenpolitisch gefährden Sie handfeste Interessen der Schweiz.

Die wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit ist für die FDP zentral zur Schaffung von ökonomischen Perspektiven für Entwicklungs- und Transitionsländer. Deshalb begrüssen wir die Initiativen des Staatssekretariats für Wirtschaft in den Bereichen Budgethilfe, Entschuldung, Zusammenarbeit im Finanzsektor, Gewährung von Zollpräferenzen und Investitionsförderung sehr. Die wirtschaftlich erfolgreiche Förderung, an der die Menschen partizipieren können, ist aus unserer Sicht zentral für die Bekämpfung von Extremismus, Menschenrechtsverletzungen, Unterdrückung und Krieg.

Die Fraktion der FDP beantragt Ihnen, vom Aussenwirtschaftsbericht 2006 Kenntnis zu nehmen sowie den Bundesbeschluss zum Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Staaten und den Sacu-Staaten sowie zum Landwirtschaftsabkommen zwischen der Schweiz und den Sacu-Staaten sowie den Bundesbeschluss über das Internationale Tropenholz-Übereinkommen von 2006 zu genehmigen.

Und jetzt stehe ich Herrn Muri für die Beantwortung seiner Frage auch noch zur Verfügung.

Muri Felix (V, LU): Frau Markwalder, wir behandeln hier den Aussenwirtschaftsbericht und nicht den Europabericht. Aber meine Frage geht dahin: Reden Sie hier als FDP-Fraktionssprecherin, oder reden Sie als Präsidentin der Neuen Europäischen Bewegung Schweiz (Nebs)? Damit habe ich auch an den Kommissionssitzungen immer Mühe.

Markwalder Bär Christa (RL, BE): Ich habe meine Ausführungen im Namen der FDP-Fraktion gemacht. Ich möchte Sie auch darauf aufmerksam machen, dass der Europäischen Union und unseren wirtschaftlichen Beziehungen mit der EU ein bedeutendes Kapitel innerhalb des Aussenwirtschaftsberichtes eingeräumt wurde. Ich habe in meinen Ausführungen auch darauf Bezug genommen, denn die Europäische Union ist und bleibt die absolut wichtigste Handelspartnerin der Schweiz. Die Schweiz hat ein grosses und handfestes Interesse daran, gute Beziehungen mit ihren wichtigsten Partnern zu pflegen.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Il y a effectivement dans ce rapport un certain nombre de constats réjouissants quant à la santé et au dynamisme de l'économie suisse. Mais ce qui me dérange un peu plus, c'est que ce rapport est fondé sur une philosophie qui met presque exclusivement l'accent sur la libéralisation de l'économie et sur le libre-échange. Bien sûr, même comme syndicaliste, je reconnais que le développement des échanges a largement contribué à l'élévation du niveau de vie moyen dans ce pays; et nous sommes bien placés pour le savoir lorsqu'on connaît le poids des différentes industries d'exportation dans notre pays. J'aimerais tout de même faire quatre constats critiques.

Le premier constat, c'est que l'augmentation de la richesse globale n'a pas empêché l'aggravation du fossé Nord-Sud, ni le développement de nouvelles pauvretés comme le chômage de masse, le travail précaire ou les travailleurs pauvres dans des pays industrialisés. Le Bureau international du travail, dans son dernier rapport, note que la forte croissance de 2006 n'a pas fait reculer le chômage dans le monde, son taux de 6,3 pour cent restant inchangé. Avec tout cela on voit aussi que durant cette période, il y a eu une forte augmentation des gains de productivité, de l'ordre de 26 pour cent, alors que le nombre d'emplois n'a progressé que de 16 pour cent.

Le deuxième constat, c'est que pratiquement partout la libéralisation ou la privatisation des services publics a été synonyme de régression sociale. Et ce sont surtout les catégories sociales les plus modestes qui profitaient de services publics gratuits ou peu chers qui en ont fait les frais parce que ces services sont devenus payants par la suite ou coûteux. On l'a vu, par exemple, avec la libéralisation des chemins de fer en Angleterre.

Par ailleurs, la mondialisation des échanges concerne surtout le secteur financier, les détenteurs de capitaux investissant moins dans l'industrie parce que c'est moins rentable que les placements financiers.

Enfin, il faut noter que cette accélération de la croissance liée à la mondialisation échappe à tout contrôle démocratique. C'est tout de même un problème, lorsque l'on sait que certaines grandes multinationales ont parfois plus de poids que les Etats dans les processus de décision.

Malgré tout ce que je viens de dire, je ne suis évidemment pas favorable à un retour au protectionnisme. Mais cette croissance et cette augmentation des richesses devraient être mieux régulées et redistribuées. Je crois que, par rapport à cela, il faut instituer partout des systèmes viables de protection sociale, créer un environnement favorable à la création d'emplois durables et établir un cadre légal qui protège les salariés. Cela passe dans tous les pays notamment par le respect des normes sociales fondamentales de l'Organisation internationale du travail, comme par exemple du droit de négociation collective ou de la liberté syndicale.

A ce propos, on parle beaucoup de la Chine et de sa croissance faramineuse. Mais ce qu'on sait moins, c'est que dans ce pays se développe une société à deux, voire à trois vitesses qui se traduit par des grèves et des émeutes. Or je pense que nous n'avons pas intérêt à ce que des tensions se développent partout dans le monde, et spécialement dans ce pays.

J'aimerais enfin noter qu'à mon sens, le rapport pêche en ce qui concerne les relations économiques entre la Suisse et l'Union européenne, qui reste notre principal partenaire. En effet, le Conseil fédéral est à mes yeux obsédé par le bilatéralisme, mais je crois que jamais le bilatéralisme ne nous permettra de profiter pleinement de l'accès au grand marché intérieur européen. J'en veux pour preuve qu'entre 1995 et 2004, par exemple, la croissance du PIB réel par habitant a été de 21 pour cent dans l'Europe des Quinze, mais de 8 pour cent seulement en Suisse. Durant la même période, la croissance des salaires réels a été de 13 pour cent dans l'Union européenne, mais de 5 pour cent seulement en Suisse.

Tout cela évidemment ne signifie pas que nous n'avons aucune critique à formuler à l'égard de l'Union européenne et de sa politique. Il n'en reste pas moins qu'une intégration totale serait un plus sur le plan économique et sur le plan social, puisque dans bien des domaines, notamment ceux de la durée du travail et de la protection contre le licenciement, l'Union européenne a bien de l'avance sur nous.

Gysin Remo (S, BS): Sie wissen, dass die SP ein Kind der Aufklärung ist. Ich konzentriere mich deshalb auf die Kritik. Zuerst das Lob: Der Bericht zeigt, dass die Schweiz auf allen Ebenen mit hohem Sachverstand aktiv, präsent, fleissig und zum Teil auch charmant unterwegs ist. Aber da beginnen dann auch schon die Probleme. Die Hauptprobleme lassen sich wie folgt zusammenfassen: einseitige Grundhaltung, die auch im Bericht zum Ausdruck kommt; wenig Zielorientierung; fehlende Kohärenz. Ich möchte auf diese Punkte ganz kurz eingehen:

1. Die einseitige Grundhaltung drückt sich dadurch aus, dass die Aussenwirtschaftspolitik vorwiegend vom Standpunkt schweizerischer Eigeninteressen gesteuert ist – das in einer Welt, in der vier Millionen Menschen mehr an Hunger leiden als vor zehn Jahren. Es läuft etwas schief auf dieser Welt. Das zeigt auch die Klimapolitik. Wenn wir in der Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik vorwiegend exportorientiert handeln, selbst in der Entwicklungspolitik, müssen wir das Ganze kritisch überdenken.

2. Die Zielorientierung fehlt: Ist Ihnen nicht auch aufgefallen, dass im Aussenwirtschaftsbericht die Millenniumsziele nicht vorkommen? Auch eine Zielsetzung in Bezug auf Europa gibt es nicht; bei der Integrationsfrage geht es nur noch um eine Option. Europa ist ein Hauptkapitel, ich gestatte mir deshalb diese Bemerkungen. Zur Europapolitik gibt es eigentlich nichts Neues ausser zusätzlichen Problemen und immer wieder freundschaftlichen Nachbarschaftsgesprächen. Wir beobachten, dass das undurchsichtige, wachsende bilaterale Vertragsgeflecht immer unübersichtlicher wird. Der Nachvollzug anstelle von Mitbestimmung bringt uns in der Folge einen Integrationsverlust und einen Souveränitätsverlust. Die Probleme wiederholen sich. Nehmen Sie die Kohäsionsdiskussion, die jetzt mit den neuen EU-Ländern wieder startet. Wir rennen abstimmungsmässig von Zitterpartie zu Zitterpartie und stellen dabei unser Verhältnis zur EU immer wieder infrage.

Wir reden von Optionen statt von Zielen, und entsprechend fehlt eine Strategie. Ich denke, wir müssen intensive Gespräche mit der EU führen – und nicht Kriegsspiele und die Spannung verstärken. Mich würde wundernehmen, was der Bundesrat – genauer: die Bundespräsidentin, Frau Calmy-Rey – geantwortet hat, als Herr Prodi die Schweiz vor wenigen Tagen eingeladen hat, EU-Mitglied zu werden.

3. Kohärenz: Wir haben heute die Situation, dass Aussenwirtschaftspolitik nicht nur im EDA und im EVD, sondern in allen Departementen gemacht wird, auch im Finanzdepartement – Stichworte sind hier Doppelbesteuerungsabkommen, IWF –, und neuerdings haben wir einen Justizminister, der, im Auftrag des Bundesrates natürlich, Personenverkehrsabkommen mit Algerien macht und der sich in der Exportsache der Türkei andient. Alle Departemente machen Aussenpolitik und Aussenwirtschaftspolitik. Da stellt sich schon die Frage, wie das aufgehen kann; nicht nur in Bezug auf die Nachhaltigkeit, sondern auch in Bezug auf die Spannungsfelder, die sich in den aussenpolitischen Grundsätzen ausdrücken – Stichworte sind hier Friedenspolitik, Demokratieförderung –, und auch im Spannungsfeld zwischen Deza und Seco, das wir in der Entwicklungspolitik sehen können. Frau Bundesrätin, kein Land kann sich erlauben, zwei entwicklungspolitische Abteilungen zu haben. Das Seco beansprucht etwa 14 Prozent des entwicklungspolitischen Budgets. Ich denke, es ist an der Zeit, dass wir den Bereich der Entwicklungspolitik im Seco dem EDA übertragen, damit wir zu einer einheitlichen Aussenwirtschaftspolitik gegenüber den Entwicklungsländern kommen.

Ich gestatte mir, noch zwei Fragen anzuhängen. Die eine ist aktuell und betrifft auch die Kohärenzproblematik. Beim Ilisu-Staudamm hat sich der Bundesrat schrittweise auf die Äste hinausgelassen; wir haben mit der Stauung des Tigris die grössten sozialen und ökologischen Probleme. Ich möchte Sie bitten, uns zu sagen, wie hier der Stand der Dinge ist. Ich bitte Sie, uns zu sagen, ob Sie sich, wie es sich abzeichnet, erpressen lassen von der Türkei, die sagt, wir müssten bis Ende März eine Antwort geben auf die Frage, ob wir in diesem sehr umstrittenen Bereich eine Exportgarantie gewähren wollen oder nicht.

Zur zweiten Frage: Wir haben wiederum von der Türkei – das ist wirklich ein problematischer Partner – die Anfrage, ob wir Pilatus-Flugzeuge liefern wollen. Es gibt da ein Spannungsfeld im Bundesrat, das ist mir bewusst. Stimmt es, dass unser Justizminister auch in diesem Fall einen Zuständigkeitsstreit vom Zaun gerissen hat und sich vehement für die Lieferung von PC-21 an die Türkei einsetzt, die sie in einer spannungsgeladenen nationalen und internationalen Lage beansprucht? Wie ist da die Situation?

Ich stelle Ihnen diese Fragen, auch um Ihnen zu zeigen, dass unsere Kritik sehr aktuell ist.

Studer Heiner (E, AG): Ich hatte zuerst die Absicht, bei dieser Debatte nichts zu sagen, obwohl ich Mitglied der Aussenpolitischen Kommission bin. Ich habe das der Frau Bundesrätin auch so übermittelt. Nun habe ich mich aber entschlossen zuzuhören, was eigentlich in diesem Saal auch sinnvoll ist. Nachdem ich alle Voten gehört habe – zuerst die

Knallkritik von rechts, dann die zusätzlichen Erwartungen von links –, muss ich mir überlegen: Wo stehen wir? Bei welchem Thema sind wir? Wir sind beim Aussenwirtschaftsbericht des letzten Jahres.

Ich verstehe vieles von dem, was hier in der Gesamtdenbatte zur Sprache kommt, aber mit diesem Bericht in keinem Zusammenhang steht. Der Bericht lag in der Kommission vor – noch nicht mit den wunderschönen Bildchen, die ihn jetzt garnieren und ihn für diejenigen lesenswerter machen, die dazu motiviert werden müssen, ihn zu lesen. Wenn wir – bezogen auf das Jahr 2006 – die Beurteilung vornehmen, müssen wir feststellen, dass dies ein guter Bericht ist. Es ist aber nicht einfach ein Bericht, sondern das, was getan wurde – darum geht es ja –, wird auf eine Art dargestellt, zu der wir stehen können, die wir sinnvoll finden. Wir meinen auch, dass alle, die hier mit an der Arbeit waren, gute Arbeit geleistet haben.

Zu den Dingen, die die Zukunft betreffen, werden wir uns auch wieder äussern – aber bei jenen Geschäften, die ihre Wirkung auf die Zukunft haben werden.

Leuthard Doris, Bundesrätin: Ich möchte mich zuerst für die wohlwollende Aufnahme unseres Berichtes zur Aussenwirtschaftspolitik und die gute Diskussion, die Sie darüber geführt haben, bedanken. Der Bericht zur schweizerischen Aussenwirtschaftspolitik enthält, neben der Berichterstattung über die wichtigsten Ereignisse und Themen, zwei internationale Wirtschaftsvereinbarungen, die Ihnen der Bundesrat auf diesem Weg zur Annahme empfiehlt. Wie Sie gesehen haben und wie erwähnt worden ist, dient das Einleitungskapitel dazu, ein besonders relevantes Thema näher zu beleuchten. Dieses Jahr sind es die sogenannten Bric-Länder Brasilien, Russland, Indien und China, denen wir hier besondere Bedeutung zumessen wollen. Ich möchte eingangs zu einigen wichtigen Themenkreisen Stellung nehmen und versuchen, die von Ihnen aufgeworfenen Fragen zu beantworten.

Sie wissen, dass sich die Wirtschaftslage im letzten Jahr für unser Land positiv entwickelt hat und ausgezeichnet war. Der Konjunkturaufschwung, der schon 2004 und 2005 nach und nach in Gang gekommen ist, hat 2006 nochmals deutlich an Schwung und an Breite gewonnen. Dabei haben natürlich insbesondere auch die sehr positiven Rahmenbedingungen der internationalen Konjunktur eine entscheidende Rolle gespielt. Im Zuge dieser günstigen weltwirtschaftlichen Entwicklungen haben die gesunkenen Wechselkurse, insbesondere der Kurs des Frankens gegenüber dem Euro, den Export von Schweizer Gütern und Dienstleistungen zusätzlich unterstützt. Den Aufschwung angetrieben hat aber auch die inländische Nachfrage.

Eine erfreuliche Entwicklung im vergangenen Jahr war, dass der Konjunkturaufschwung endlich auch den Arbeitsmarkt erfasst hat. Nachdem die Unternehmen der Schaffung gemischter Wirtschaftskommissionen zugestimmt haben, sehen wir in diesem Jahr auch weiterhin den mithilfe des Exportes erfreulichen Entwicklungen im Arbeitsmarkt entgegen.

Ich möchte vorerst auf die Aussenwirtschaftsstrategie gegenüber den Bric-Ländern eingehen, die wir Ihnen vorgestellt haben. Wir haben versucht, diese Strategie zum ersten Mal anhand gewisser Länder zu konkretisieren; wir legen Ihnen in diesem Bericht die Aussenwirtschaftsstrategie hinsichtlich dieser Länder vor und präsentieren Ihnen das gemeinsame Ziel dieser Strategie. Es besteht darin, den Zugang zu den betreffenden Märkten für Schweizer Produkte und Dienstleistungen und den Schutz der von Schweizer Unternehmen getätigten Investitionen zu erhöhen. Der Stellenwert der Bric-Länder in der Weltwirtschaft ist in den vergangenen zehn Jahren massiv gestiegen – ein Trend, der sicher auch in den kommenden Jahren anhalten dürfte.

Aufseiten der Schweiz haben wir dieses Potenzial bei Weitem nicht ausgeschöpft. Schweizer Unternehmen verfügen daher in verschiedenen Branchen, die sich in den Bric-Ländern einer steigenden Nachfrage erfreuen, über komparative Vorteile. Wie eine Umfrage ergeben hat, die wir bei Schwei-

zer Unternehmen gemacht haben, die in allen vier Ländern tätig sind, bestehen immer noch beträchtliche Handelshemmnisse. Dazu gehören hohe Einfuhrzölle, zusätzliche Abgaben, ein ungenügender Schutz des geistigen Eigentums, Staatsmonopole und ein mangelhafter Schutz des Rechtsstaates. Deshalb enthält die Strategie für jedes dieser Länder eine Reihe von konkreten Massnahmen, die auf den verschiedensten internationalen Ebenen ergriffen werden können, sei es multilateral bei der Doha-Runde, sei es bilateral bei Freihandelsabkommen oder auch bei Vorbereitungsarbeiten im Hinblick auf gemeinsame Wirtschaftskommissionen und Arbeitsgruppen.

Wichtig ist für uns, dass sich diese Massnahmen auf den verschiedenen Ebenen gegenseitig ergänzen und politisch kohärent sind. Die ganze Strategie ist jetzt in der Umsetzung. Deshalb kann ich auf die Frage von Herrn Müri zu Brasilien auch eine Antwort geben. Wir haben in Brasilien anlässlich meines Besuchs ein Memorandum of Understanding unterzeichnet. Dadurch wurde eine gemischte Arbeitsgruppe eingesetzt, die wahrscheinlich bereits im kommenden September in der Schweiz tagen wird, um zu konkretisieren, wo die Handelshemmnisse sind und wie wir sie bilaterale angehen können. In Bezug auf Indien haben wir noch im Dezember 2006 den Einsatz einer gemischten Arbeitsgruppe stipuliert. Im März wird der indische Handelsminister mit mir zusammentreffen, damit wir das konsequent weiterbearbeiten und als Ziel dieser ganzen Strategie so schnell wie möglich zu einem Freihandelsabkommen gelangen.

Zur Doha-Runde, die von einigen von Ihnen erwähnt wurde: Diese wurde im Juli 2006 sistiert. Informell haben danach technische Arbeiten stattgefunden, auch viele bilaterale Gespräche der einzelnen Akteure der WTO. Die Schweiz hat sich immer aktiv an diesen Arbeiten beteiligt. Das WEF in Davos hat uns Gelegenheit gegeben, über dreissig Minister einzuladen. Die Aussprache unter den WTO-Ministern hat zu einer Reaktivierung der Doha-Runde geführt, indem in der Tat im Februar dieses Jahres die Gespräche in Genf offiziell wiederaufgenommen wurden. Somit war gerade auch Davos ein Input, eine starke Unterstützung, um die verschiedenen Akteure zu mehr Flexibilität bei ihren bisherigen Positionen zu bewegen, aber auch um der Bedeutung der WTO Nachdruck zu verleihen.

Die multilaterale Ebene, das wurde auch von den Kommissionssprechern klar und richtig dargelegt, hat für die Schweiz oberste Priorität, und das wird auch so bleiben. Wir haben ein grosses Interesse an verlässlichen Regulierungen für die global tätige Wirtschaft. Deshalb ist es von entscheidender Bedeutung, dass wir weiterhin versuchen, uns in der Doha-Runde für einen besseren Marktzugang für Industrieprodukte und für Dienstleistungen und auch für den Abbau von Zöllen im Bereich der Agrarwirtschaft einzusetzen.

Herr Müller Walter, es ist sicher so, dass wir den Fokus bei dieser Doha-Runde nicht allein auf der Landwirtschaft haben. Das war bisher gerade das, was die Verhandlungen blockiert hat. Aber es ist natürlich auch so, dass es ohne Konzessionen im Bereich der Landwirtschaft nicht gehen wird, damit auch das Ergebnis betreffend Marktzugang für Industrieprodukte und für Dienstleistungen für die Schweiz positiv ausfällt. Wir versuchen deshalb, in einer Gesamtsicht am Schluss dann auch das Gesamtergebnis zu beurteilen, und setzen uns dafür ein, dass dieses ausgewogen ausfällt und für die Volkswirtschaft Schweiz entscheidende Gewinne und Perspektiven mit sich bringt. Die Schweiz wird sich deshalb weiterhin auch im Bereich des multilateralen Handelssystems einsetzen. Ich hoffe auch, dass, wie es sich jetzt abzeichnet, in den nächsten Monaten Teilergebnisse erreicht werden, die in den USA eine bedeutende Rolle für eine Verlängerung der «trade policy authority» (TPA) des amerikanischen Präsidenten spielen; das ist eine wichtige Voraussetzung für den Abschluss dieser Runde.

Zur EU-Politik haben wir Ihnen im Bericht dargelegt, dass das Personenfreizügigkeitsabkommen, das Gott sei Dank von unserer Bevölkerung befürwortet wurde, vor allem im vergangenen Jahr den nationalen Arbeitsmarkt massiv un-

terstützt hat; Fachkräfte konnten mit diesem Instrument gewonnen werden, und das hat hier zu Produktivitätssteigerungen und zu einem wirtschaftlichen Impuls geführt. Auf der anderen Seite haben auch die flankierenden Massnahmen etwas beigetragen und zum Teil das Entstehen von negativen Effekten für sozial Schwächere verhindert. Wir werden Ihnen in diesem Jahr auch den Evaluationsbericht über diese flankierenden Massnahmen präsentieren.

Das neue Protokoll der Bilateralen II über den Handel mit landwirtschaftlichen Verarbeitungsprodukten hat die Exporte von Erzeugnissen der schweizerischen Lebensmittelindustrie in die EU auch beflügelt. Im laufenden Jahr sind in der EU-Politik, in der weiteren vertraglichen Ausgestaltung des Verhältnisses Bern-Brüssel, kaum grosse Würfe zu erwarten. In den beginnenden Verhandlungen mit der EU im Bereich Stromhandel gilt es, den Zugang unserer Stromerzeuger und Strombezügler zum europäischen Umfeld unter Wahrung unserer Rechte als wichtiges Transitland vertraglich umfassend zu regeln. Auch muss im Rahmen der Abwicklung von Zollverfahren darauf gepocht werden, dass diese trotz Erfordernissen der Sicherheit nicht schwerfälliger, sondern einfacher und damit kostengünstiger werden.

Zwei grössere Themen werden dieses Jahr eine gründliche Vorbereitung erfahren. Dazu gehört die geplante Revision des Bundesgesetzes über die technischen Handelshemmnisse (THG), deren Vernehmlassung nächste Woche ablaufen wird und die dem Cassis-de-Dijon-Prinzip in der Schweiz zum Durchbruch verhelfen soll. Das zweite Thema, das wir dieses Jahr näher untersuchen und wenn möglich dem Bundesrat unterbreiten wollen, ist ein mögliches Freihandelsabkommen mit der EU zu Landwirtschaftserzeugnissen und Lebensmitteln. Ich bin zuversichtlich, dass wir auch hier Wege aufzeigen können, auf denen dieses ambitionöse Ziel im Interesse der Konsumenten, im Interesse der Nahrungsmittelindustrie und im Interesse einer konkurrenzfähigen Landwirtschaft vorangetrieben werden kann. Der bilaterale Weg, das wissen Sie, geniesst in der Bevölkerung breite Unterstützung. Deshalb, Herr Gysin, ist es auch klar, dass der Bundesrat dieses Instrument des Bilateralismus weiterverfolgen wird; das haben wir Ihnen im Rahmen der Europapolitik-Berichterstattung dargelegt. Das ist unsere konsequente Linie; sie wird bei allen Gesprächen – sei es bei denen mit dem italienischen Ministerpräsidenten, sei es bei anderen – auch unsere gemeinsame bundesrätliche Politik sein.

Selbstverständlich werden wir bei den Diskussionen mit der EU-Kommission über gewisse Formen der Unternehmensbesteuerung ebenso klar darlegen, dass das Freihandelsabkommen von 1972 keine Verpflichtung enthält, in unserem Land in Steuerfragen EU-Regeln umzusetzen.

Die Freihandelsabkommen sind für uns im letzten Jahr effektiv bedeutender geworden, einerseits weil wir nicht einfach abwarten wollen, was die WTO-Runde mit sich bringt, sondern weil sie wie bis anhin ein Hauptpfeiler der Aussenwirtschaftspolitik sind und wir der Meinung sind, sie seien komplementär zum multilateralen System und hüllen eben auch, das Grundziel beider Instrumente – besserer Marktzugang für unsere Unternehmen – zu unterstützen.

Sie wissen, dass wir unser Netz von Freihandelsabkommen in der Regel im Zusammenhang mit der Efta ausbauen, und das war im letzten Jahr auch der Fall. Die Unterzeichnung eines Abkommens mit der Südafrikanischen Zollunion und eines Abkommens mit Ägypten sowie die Wiederaufnahme der seit Längerem unterbrochenen Verhandlungen mit Kanada dürfen wir hier positiv verbuchen. Ebenfalls im Berichtsjahr sind Freihandelsabkommen mit Libanon und der Republik Korea in Kraft getreten. Gemessen am Bruttoinlandsprodukt gehört Korea, das wurde erwähnt, zu den zehn grössten Volkswirtschaften der Welt und ist somit nach der EU der grösste Freihandelspartner der Efta-Staaten.

2006 haben wir auch die Grundlage für neue Projekte gelegt, auch hier mit zum Teil sehr bedeutsamen Handelspartnern. So haben wir im Juni Verhandlungen mit den Staaten des Arabischen Golfkooperationsrates über ein umfassendes Freihandelsabkommen aufgenommen, und die seit 2005 laufenden Freihandelsverhandlungen mit Thailand

werden wir dieses Jahr fortführen. Mit Indien, das habe ich schon erwähnt, konnten wir eine gemeinsame Studiengruppe zur Prüfung der Machbarkeit eines Freihandelsabkommens einsetzen. Hinsichtlich Indonesien hat eine gemeinsame Studiengruppe die Aufnahme von Verhandlungen vorgeschlagen. Im letzten Dezember, das wurde auch erwähnt, war für uns nicht sehr erfreulich, dass China nur mit Island bilaterale Freihandelsverhandlungen aufgenommen hat. Aber die Gespräche mit China haben ergeben, dass auch hier durchaus ein Potenzial vorhanden ist und dass die Verhandlungen später auf sämtliche Efta-Staaten ausgedehnt werden sollen.

Die Efta-Staaten haben im Frühling 2006 mit Peru und Kolumbien Zusammenarbeitserklärungen unterzeichnet. Freihandelsverhandlungen werden in den nächsten Wochen beginnen. Auch sollen die Verhandlungen mit Algerien sowie möglicherweise mit Albanien in diesem Jahr eröffnet werden. Wir pflegen zudem exploratorische Gespräche und Kontakte mit den Mercosur- und den Asean-Staaten, mit Russland und der Ukraine. Auf bilateraler Ebene – das ist sehr erfreulich – haben wir mit Japan vereinbart, Verhandlungen über ein wirtschaftliches Partnerschafts- und Freihandelsabkommen aufzunehmen. Japan – das wissen Sie – ist nach der EU und den USA der dritt wichtigste Handelspartner der Schweiz. Das angestrebte Abkommen wäre das erste präferenzielle Wirtschaftsabkommen Japans mit einem europäischen Partner. Es ist klar, dass wir diesem Verhandlungsprozess, der in diesem Frühjahr beginnen soll, höchste Priorität einräumen.

Die Zusammenarbeit mit den USA war im letzten Jahr mit dem Forum, das im Mai installiert wurde, ein Schwerpunkt. Im Dezember haben wir mögliche punktuelle Handelserleichterungen identifiziert. Wir werden in diesem Jahr die Arbeiten weiterführen.

Ich möchte zum Schluss noch auf den dritten Pfeiler unserer Aussenwirtschaftsstrategie eingehen, der hier zum Teil auch kritisch beleuchtet wurde. Diese dritte Dimension ist nicht einfach völlig untergeordnet, sondern sie hat für uns genauso hohe Bedeutung wie die Freihandels- oder die multilaterale Ebene. Das Seco leistet einen wichtigen Beitrag an eine nachhaltige wirtschaftliche Entwicklung der Empfängerländer sowie an deren Integration ins internationale Wirtschaftssystem. Einen Meilenstein bildete daher im vergangenen Jahr die Verabschiedung des Bundesgesetzes über die Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas; die beiden Botschaften für die Rahmenkredite sind derzeit im Ständerat. Gleichzeitig führen wir technische Gespräche mit den zehn Empfängerländern über die Modalitäten für die Zusprennung und die Ausrichtung dieses Erweiterungsbeitrages.

In diesem Jahr werden wir der Ausarbeitung einer Botschaft über die Weiterführung der wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen zugunsten der Entwicklungsländer weiter einen hohen Stellenwert einräumen. Sie wird die Grundlage für das Unterstützungsprogramm während der kommenden Jahre bilden und soll auch deren thematische wie auch geografische Schwerpunkte darlegen. Unser Ziel ist es, die Wirksamkeit der Unterstützung noch weiter zu verbessern und dabei den innovativen Charakter und die effiziente Umsetzung der Zusammenarbeit beizubehalten. Grundlegend für den Erfolg der Unterstützungsmassnahmen wird dabei die Verbesserung der Regierungsführung, die Good Governance, sein, mit der es gerade in einigen dieser Nehmerländer nicht zum Besten steht. Auch die internationalen Finanzierungsinstitutionen sind gewillt, dieser guten Regierungsführung und der Korruptionsbekämpfung in ihren Programmen noch mehr Gewicht zu geben. Diese Themen bildeten denn auch den Hauptgegenstand der Jahresversammlung der Bretton-Woods-Institutionen vom vergangenen September in Singapur.

Die in diesem Bereich aufgeworfenen Fragen, vor allem die erste Frage von Herrn Geri Müller, möchte ich deshalb wie folgt beantworten: Es ist effektiv so, dass die wirtschaftliche Entwicklungshilfe für uns ganz entscheidend ist. Sie trägt dazu bei, die Armut auf der Welt zu bekämpfen, und sie darf auch Erfolge verzeichnen. Es sind in der Regel vier Instru-

mente, die entscheidend sind, nämlich die makroökonomische Unterstützung, die Handelsförderung, die Investitionsförderung und die Infrastrukturförderung. Die Bedeutung dieser Instrumente wird regelmässig gemessen, die OECD insbesondere attestiert unseren Instrumenten hier auch eine hohe Wirksamkeit. In der Armutsbekämpfung haben wir gewaltige, messbare Verbesserungen erreicht. Auch wenn die Zahl der von Armut betroffenen Personen – absolut gesehen – gleich geblieben ist, ist zu berücksichtigen, dass die Bevölkerungszahl auf der Welt eben massiv zugenommen hat. Insofern können wir auch untermauern, dass diese Strategie nicht nur im Interesse der Wirtschaft ist, sondern langfristig auch die Armutsbekämpfung unterstützt und in den Entwicklungsstaaten zu Ergebnissen führt. Damit können diese selbstständig ihre Zukunft meistern, insbesondere mit den Infrastrukturen, die wir aufbauen helfen, und auch mit dem vermittelten Know-how.

Sie haben auch gerügt, dass bei dieser Strategie die Menschenrechte zu kurz kämen. Ich möchte Sie einfach darauf hinweisen, dass in der Präambel der Freihandelsabkommen immer eine Menschenrechtsbestimmung enthalten ist. Wir legen also Wert darauf. In dieser Hinsicht ist die Aussenwirtschaftspolitik kongruent mit der Aussenpolitik, bei welcher wir die Respektierung der Menschenrechte betonen und verlangen. Deshalb fliesst das auch in Freihandelsabkommen immer als Bestandteil der wirtschaftlichen Zusammenarbeit ein. Ich glaube, dass wir auch hier sagen dürfen, dass diese stetige Betonung der Menschenwürde Früchte trägt, dass deshalb auch zahlreiche Staaten die von uns gesetzten Standards respektieren und wir sie bei Prozessen unterstützen können, bei welchen Menschenrechte von einem Staat besser gestützt werden.

Sie haben noch eine Frage bezüglich der Embargos aufgeworfen. Ich möchte einfach darauf hinweisen, dass die Schweiz die Beschlüsse des Uno-Sicherheitsrates zwingend umsetzen muss; das betrifft gerade Iran und Nordkorea, die von Ihnen erwähnt wurden. Als Mitglied der Uno haben wir hier gar keine Wahl, und ich denke, dass es richtig ist, dass die Weltgemeinschaft im Rahmen der Uno in dieser Sache gemeinschaftlich die Beschlüsse des Sicherheitsrates umsetzt, statt sie zu verzögern oder Sonderzüge zu fahren.

Im Rahmen der Uno-Politik, bezüglich welcher Usbekistan von Ihnen erwähnt wurde, ist es anders: Hier sind wir im freiwilligen Nachvollzug. Aber auch hier entspricht es unserer Tradition, dass wir uns in aller Regel an die Beschlüsse halten, weil es keinen Sinn macht, dass die Schweiz diesbezüglich andere Kriterien anwendet.

Zur Frage von Herrn Müri zu den Empfehlungen im Bereiche der Gesundheitspolitik auf Seite 943 der Botschaft: Der OECD-Bericht, in welchem diese Empfehlungen gemacht werden, verweist ja auf die hohe IV-Quote der Schweiz, insbesondere auch im Bereiche der psychischen Erkrankungen. Die Antwort des Bundesrates ist relativ klar: Stimmen Sie in der kommenden Volksabstimmung der 5. IV-Revision zu. Genau hier hat der Bundesrat die frühzeitige Intervention bei Krankheitsfällen unterstützt und möchte mit dieser Strategie natürlich eine Reduktion der IV-Quote erreichen. Wir hoffen, dass es auch künftig noch weitere Verbesserungsmöglichkeiten in diesem Bereiche geben wird.

Zur Frage von Herrn Rennwald bezüglich der Arbeitsmassnahmen: Hier möchte ich Sie vielleicht auch noch auf die ILO-Agenda verweisen. Als Mitglied der ILO setzt sich die Schweiz auch für eine menschenwürdige Politik im Bereiche des Arbeitsrechtes ein. Diese Agenda setzen wir um. In diesem Bereich ist es somit auch unser Bestreben, weltweit Arbeitsnormen zu fördern, die auch dazu dienen, die Konditionen für die Arbeitnehmenden zu verbessern. Das wird sicher auch einen Stellenwert haben, sei es im Rahmen der WTO, sei es auch im Rahmen von präferenziellen Abkommen, etwa mit den Oststaaten Europas, in denen diese Kriterien von uns auch unterstützt und betont werden.

Zur Frage von Herrn Gysin Remo: Sie haben Ilisu angesprochen. Sie kennen die Haltung des Bundesrates. Er hat für dieses Werk provisorisch die Exportrisikogarantie (ERG) erteilt, zusammen mit Österreich und Deutschland; es sind

drei ERG-Staaten betroffen. Wir haben einen Katalog von hundert Massnahmen definiert, die jetzt evaluiert worden sind und die, wie wir gesagt haben, zufriedenstellend erfüllt sein müssten, damit man die definitive ERG erteilen könne. Das läuft. Was für uns weiter wichtig ist, ist ein Monitoring dieses Projektes, damit man auch nach Erteilung einer ERG immer die Möglichkeit hätte, die Einhaltung der geforderten Standards zu prüfen. Dazu auch hier ein Hinweis, Herr Gysin: Wenn wir die Weltbankstandards und unsere hohen Standards anwenden, so ist das sinnvoll. Es gibt aber – Sie wissen das – Staaten auf dieser Welt, die gerade im Bereiche der Projektfinanzierung ohne Konditionen vorgehen, die keine Standards verlangen. In diesem Kontext ist die bündesrätliche Politik auch zu sehen. Den Menschen in den betroffenen Staaten helfen wir am besten, wenn wir Projekte mit Standards unterstützen. Die Energieproblematik in der Türkei ist bedeutend. Die im Bereiche des Ilisu-Staudamms wohnenden Menschen gehören zu den ärmsten in der Türkei, finden sehr oft keine Arbeit in dieser Region. Deshalb ist es eine Güterabwägung, die man hier zum Schluss vornehmen muss.

Zu Ihren Bemerkungen bzw. Anwürfen betreffend den PC-21 werde ich keine Kommentare abgeben. Was die Kriegsmaterialexporte betrifft, hat der Bundesrat eine klare Haltung, die auf Verordnungen abgestützt ist und sich am Kriegsmaterialgesetz orientiert. Das EVD, das EDA und das VBS sind immer in diese Abwicklungen mit einbezogen; alle wirken an diesem Verfahren mit und nicht primär das EJPD; das ist vom Gesetz so vorgesehen.

Ihr Votum zur Zusammenlegung der Entwicklungszusammenarbeit in einem Departement nehme ich zur Kenntnis. Das ist ein Gegenstand, welchen der Bundesrat im Rahmen der Verwaltungsreform und der Aufgabenüberprüfung prüft. Ob das Sinn macht, werden wir sehen; es ist aber mit Sicherheit nicht so, dass unterschiedliche Politiken bestehen, sondern die Aussenwirtschaftspolitik ist eng koordiniert mit der Aussenpolitik. Wir haben Länderstrategien und internationale Ziele, an die man sich halten muss. Es gibt also keine Widersprüche und keine Probleme; insofern können Sie nicht behaupten, dass hier unterschiedliche Instrumente angewendet werden.

Ich hoffe, damit Ihre Fragen vollumfänglich beantwortet zu haben, und bedanke mich nochmals für die Zustimmung zu diesem Bericht. Ich hoffe, dass wir auch im Jahr 2007 mit unserer Aussenwirtschaftspolitik unsere Exportunternehmen unterstützen können. Für die Schweiz ist es zentral, gute Standortbedingungen für Investoren, aber ebenso optimale Rahmenbedingungen für die Exportindustrie bieten zu können. Sie sind entscheidend dafür, dass wir im globalen Wettstreit auch künftig bestehen können.

Glur Walter (V, AG): Frau Bundesrätin Leuthard, der Selbstversorgungsgrad mit Nahrungsmitteln ist in der Schweiz jetzt bald auf 50 Prozent gesunken. Ich bin überzeugt, dass wir nicht nur bei der Energie, sondern auch bei den Nahrungsmitteln eine Selbstversorgung brauchen – auch wenn man die Einkommenslage in der Landwirtschaft betrachtet. Welche Konzessionen muten Sie der Landwirtschaft in dieser Situation noch zu, wenn bei der Doha-Runde weitere Konzessionen gemacht werden?

Leuthard Doris, Bundesrätin: Herr Glur, am liebsten hätte ich, wenn wir das nicht tun müssten. Aber ich bin Realistin. Wir haben jetzt auch in Bezug auf die Entwicklungsstaaten Entscheide getroffen. Wenn Brasilien und Indien als Agrarexporteure auch in dieser Runde ihre Interessen wahren wollen – das ist legitim –, dann heisst das, dass sie einen besseren Marktzugang für ihre Agrarprodukte in der Schweiz, in der EU brauchen, die diese importieren. Das heisst für uns: Wir werden entweder Zölle senken oder höhere Kontingente bieten müssen. Das sind Konzessionen. Ich hoffe, dass sie für uns verträglich sind. Aber ich kann Ihnen die Resultate nicht zeigen, weil diese Verhandlungen im Gange sind. Sie sind für uns auch massgeblich von der Haltung der EU beeinflusst. Wenn sie sich mit den USA oder mit den Staaten

der G20 einigen wird, dann wird es für uns sehr schwierig sein, eine völlig andere Position einzunehmen. Ich kann Ihnen aber versichern, dass wir alles unternehmen, die Konzessionen so gering wie möglich zu halten. Aber ich mache keine falschen Versprechungen. Ich kann nicht sagen, es werde keine geben; das wäre nicht ehrlich. Deshalb glaube ich: Wenn Sie mich nächste Woche bei der «AP 2011» unterstützen, dann bringen wir auch die Wettbewerbsfähigkeit der Landwirtschaft auf den richtigen Pfad. Sie hat grosse Fortschritte gemacht. Dann ist sie auch fit für den Wettbewerb, dann kann sie auch neue Chancen auf neuen Märkten wahrnehmen. Dann ist die Konzession plötzlich kleiner, als wenn wir uns nur am Binnenmarkt orientieren.

Gysin Remo (S, BS): Frau Bundesrätin, könnten Sie in Bezug auf Ilisu präziser werden? Es ist ein Geschäft, das uns seit Jahren beansprucht. Der Bundesrat hat Ende 2006 eine provisorische Zusage gemacht mit 150 Auflagen, wovon 30 unbedingt erfüllt werden müssen. Wie viele sind jetzt erfüllt? Die Schweiz, Österreich und Deutschland sind unter dem Druck der Türkei. Im März müssen Sie entscheiden. Werden Sie diesem Termindruck nachgeben, ohne dass die Auflagen effektiv erfüllt sind? Wollen Sie die Auflagen vor dem Entscheid oder erst nachher erfüllt haben?

Leuthard Doris, Bundesrätin: Herr Gysin, wir werden von der Türkei weder erpresst, noch stehen wir unter Druck. Wir entscheiden autonom, wann die Abklärungen abgeschlossen sind. Die Evaluation der Kriterien vor Ort läuft seit August 2006, zusammen mit der Türkei und mit den betroffenen Firmen, die ja schliesslich die Gesuchsteller sind. Wir werden den Beschluss im Bundesrat dann fassen, wenn diese 30 Massnahmen, die wir als wichtig eruiert haben, zufriedenstellend erfüllt sind. Das läuft, und bisher haben wir gute Feedbacks. Es ist nicht so, dass uns dies egal ist; wir orientieren uns an unserem Beschluss und nicht an der Haltung der Türkei.

Schmied Walter (V, BE), pour la commission: Le débat a démontré l'utilité et surtout la pertinence du rapport. Je profite de l'occasion pour réitérer mes remerciements tant à l'intention de Madame la conseillère fédérale que de celles et ceux qui se trouvent ici à ma gauche sur la banquette et qui ont oeuvré pour le bien de ce rapport.

Je l'ai dit dans ma première intervention, ce rapport n'a pas l'objectif et la prétention d'être un rapport philanthropique. Son objectif – et je tiens à le répéter ici en conclusion de la discussion – est celui de permettre de créer des conditions-cadres à l'économie suisse pour qu'elle puisse créer de la plus-value. Partant de là, une fois par année, nous devons objectivement considérer que le travail est bien engagé. Je conclurai simplement en disant que toutes les critiques qui étaient bien senties à l'intention de ce rapport n'ont pas forcément atteint leur objectif, et cela démontre que le rapport est un bon rapport.

Je prétends que la fiscalité et le problème de l'énergie méritent réflexion, le problème de l'ONU et des exigences du Conseil de sécurité cher à notre collègue Müller Geri tout autant; mais ces réflexions n'ont pas place dans ce rapport. Le cas échéant, nous devrions aussi inviter les conseillers fédéraux Moritz Leuenberger, le chef du Département fédéral des finances et d'autres. Ici, nous sommes dans le domaine de l'économie et il est dans l'intérêt de ce pays de créer des conditions-cadres en faveur de l'économie suisse et des plus-values. Et c'est uniquement ainsi que nous pourrions parler de protection de l'employé par la suite, dans un deuxième temps.

En ce sens, je vous invite à suivre la proposition de la commission et du Conseil fédéral, c'est-à-dire à prendre acte du rapport et à adopter les deux projets d'accord.

*Vom Bericht wird Kenntnis genommen
Il est pris acte du rapport*

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

1. Bundesbeschluss zum Freihandelsabkommen zwischen den Efta-Staaten und den Sacu-Staaten sowie zum Landwirtschaftsabkommen zwischen der Schweiz und den Sacu-Staaten

1. Arrêté fédéral sur l'accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Etats de la SACU ainsi que sur l'accord agricole entre la Suisse et les Etats de la SACU

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.098/3884)

Für Annahme des Entwurfes 137 Stimmen

(Einstimmigkeit)

2. Bundesbeschluss über das Internationale Tropenholz-Übereinkommen von 2006

2. Arrêté fédéral sur l'accord international de 2006 sur les bois tropicaux

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif: Beilage – Annexe 06.098/3885)

Für Annahme des Entwurfes 135 Stimmen

Dagegen 2 Stimmen

Präsidentin (Egerszegi-Obrist Christine, Präsidentin): Ich profitiere von Ihrer Präsenz, um zwei Nachträge zu machen. Ich habe gestern übersehen, dass wir zwei Geburtstagskinder im Rat hatten. Es waren dies Franziska Teuscher und Christophe Darbellay. *(Beifall)*

Leider ist Christophe Darbellay nicht im Saal. Weil ich es gestern versäumt habe, den beiden zu gratulieren, erhalten sie von der Generalsekretärin je einen Gutschein für ein währschaftes Znüni im Café Vallotton – für Franziska Teuscher einen grünen Gutschein, für Christophe Darbellay einen orangenen Gutschein. *(Heiterkeit)*